

être m'a-t-on pris à partie pour n'y avoir pas pensé plus tôt, parce que j'ai reçu à ce sujet une foule de représentations et de suggestions. On m'a écrit et on m'a dit: Que fait donc votre département? Ne devriez-vous pas convoquer les gens, provoquer la discussion, élaborer des projets, et préparer l'œuvre de demain?

Or, je ne voyais pas la situation du même œil que d'autres. Je trouvais qu'à une certaine époque, une entreprise de ce genre serait prématurée. Mais les événements mêmes ont forcé la situation. Le Canada a dû dévouer son labeur à la fabrication des munitions et des fournitures de guerre. Il a fallu à ces fins réquisitionner toute l'énergie et, à ce moment, toute la réflexion, toute l'industrie et tout le capital disponibles. La demande dans les industries ordinaires s'est faite moindre, de sorte que l'esprit d'entreprise avait moins de chance de faire un succès de la production normale. A l'heure qu'il est, nous pouvons à peu près percer les ténèbres assez loin pour nous assurer tant bien que mal de ce que seront les conditions dans un avenir prochain, et l'espoir a grandi dans nos cœurs jusqu'à nous faire croire que nous touchons à la fin de la guerre. C'est ce qui me fait dire que, indépendamment de ce que nous avons dépensé du labeur que nous nous sommes imposé, des efforts des associations industrielles, des chambres de commerce et des hommes d'affaires canadiens, il faudrait maintenant nous réunir en conseil. Le temps est venu pour les hommes d'affaires de se consulter, de formuler des projets et de prendre des mesures pour mobiliser et organiser l'industrie, le capital et l'esprit d'entreprise en prévision des problèmes de l'avenir. C'est pourquoi je me propose de convoquer en temps opportun un congrès des hommes d'affaires du Canada, du Pacifique à l'Atlantique, des représentants de toutes les industries et de toutes les entreprises, les chefs, les experts, les savants, les ingénieurs, les représentants des compagnies de transport, les banquiers et les financiers. Je les convoquerai en conférence ici, à Ottawa, pour trois ou quatre jours, dans le but de discuter ces matières dans l'intimité. Ils devront venir après s'être préparés à donner d'une façon précise leur solution des différentes phases des grands problèmes industriels et économiques qui vont surgir et que nous devons attaquer. A cette convention je me propose de soumettre le rapport de la commission dont j'ai parlé tan-

tôt; et j'inviterai aussi les agents commerciaux du Canada accrédités auprès des gouvernements étrangers; il sont à se munir, dans ce but, de renseignements qu'ils viendront ici donner aux congressistes.

Voilà, en résumé, un projet qu'il vaut la peine, je crois, d'entreprendre, et que mon département est à organiser. Pour ces fins, il me faut de l'argent; et il me faut un plus grand nombre de personnes qui s'y entendent. Mais qui, dans cette Chambre ou au pays, peut raisonnablement s'opposer à un surcroît de dépenses et une augmentation du personnel dans un pareil but? A l'exception de la défense nationale, aucun problème ne doit engager l'attention du peuple plus que celui de la production et de la distribution des profits. C'est là le problème du commerce, qui dépend de la production, sa sœur jumelle, et qui s'y rattache intimement. On m'a quelquefois raillé sur la trop grande économie qui règne dans mon département. J'aime l'économie; je déteste la prodigalité.

L'hon. M. PUGSLEY: Très bien!

L'hon. sir GEORGE FOSTER: J'abhorre prendre l'argent du peuple pour le mettre dans le trésor public et le dépenser pour des riens et pour moins que des riens. Mais j'ai la ferme conviction que jamais la Chambre, ou la nation, ne refusera aux ministères ou aux ministres les sommes dont il doit être fait usage de bon aloi.

L'hon. M. PUGSLEY: Très bien!

L'hon. sir GEORGE FOSTER: Et par là j'entends...

L'hon. M. PUGSLEY: Très bien!

L'hon. sir GEORGE FOSTER: Mon honorable ami balance son corps vigoureux devant moi, quand je fais cette déclaration comme pour dire "c'est un peu dur pour vous mes amis de la droite". Comment était-ce pour mon honorable ami? L'argument du tu quoque ne vaut rien; mais de grands hommes comme mon honorable ami de Saint-Jean (M. Pugsley) s'en servent parfois et parfois en rien ou quelquefois s'expriment comme l'a fait mon honorable ami pour dire: "Nous n'avons jamais permis l'emploi des fonds publics pour des fins autres que celles auxquelles ils avaient été affectés."

L'hon. M. PUGSLEY: Très bien! très bien!